



Déclaration liminaire de la Formation spécialisée du CSAL ENFIP Réunion du 09 octobre 2024

Monsieur le Président,

Que l'été fut magnifique, des records de médailles, des ambiances chaleureuses et festives ... et puis patatra. Alors que le nouveau front populaire a remporté les élections législatives, voilà que notre président hégémonique sort du chapeau un premier ministre dont la formation politique n'arrive que 6ème et ne compte que 47 députés. La République n'est pas morte mais la démocratie, sa cheville ouvrière, semble dans un état végétatif.

Mais après toutes ces années de cadeaux fiscaux, de casse des services publics, de casse de la fonction publique et destruction du statut du fonctionnaire ... on aurait pu croire qu'après tant de sacrifices au profit des plus aisés de notre pays, que la France irait bien. Notre feu ministre des finances a pourtant sauvé l'économie française selon ses propres mots tenus en juin dernier. On imagine même pas la catastrophe s'il n'avait pas été là.

Si la situation budgétaire de la France est la pire parmi les 27 (les Grecs et les Espagnols doivent bien rire), c'est la faute du COVID toujours selon celui qui sera resté 7 ans et plus à Bercy. Nos frontières sont toujours aussi imperméables qu'en 1986 avec Tchernobyl, mais dommage que cette fois, ce soit dans le mauvais sens.

Panique pour le nouveau premier ministre, que faire ???!!!

La feuille de route exposée dans la presse c'est désormais, 60 milliards d'économie, 40 milliards de baisse de dépenses, et 20 milliards de recettes en plus.

Concernant la baisse des dépenses, bien entendu, on va taper sur la fonction publique et ses fonctionnaires. On confiera un peu plus au privé les secteurs lucratifs comme nous l'avons fait par le passé avec la gestion de la dépendance des anciens et de la petite enfance !

Le plus célèbre des premiers ministres britanniques disait que "Celui qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre", apparemment, cette leçon n'a pas été retenue par ses homologues français.

Ce qui nous préoccupe le plus dans notre instance, c'est que la prévention fasse partie des variables d'ajustement à la baisse.

Notre budget a déjà diminué de 48 % par rapport à 2023 et ce sans aucune concertation entre le secrétariat général et notre direction, quand sera-t-il en janvier pour 2025. Si notre

animatrice de la politique ministérielle de prévention a des informations, nous sommes tous preneurs.

D'ores et déjà, malgré l'ère glaciaire qui se profile, nous réaffirmons que le budget FS doit et devra être utilisé conformément aux prérogatives ministérielles. Autrement dit, il ne devra pas être considéré comme un budget annexe, ni comme une variable d'ajustement du budget de fonctionnement.

Nous avons mis quelque temps à prendre nos marques dans cette nouvelle instance. Finalement, nous avons appris à travailler ensemble dans l'intérêt de toutes et tous, la CGT entend continuer sur cette voie. Nous avons démontré que nous avons un esprit ouvert et constructif loin des clichés que l'on prête à la CGT.

Lors de cette instance, nous examinerons notamment les suites du rapport EIPAS. Pourriez-vous nous indiquer ce qui est ressorti des échanges que vous avez eu avec le secrétariat général et Bercy Lab pour établir un plan d'actions (cf Formation Spécialisée de février 2024).

Concernant le GT handicap, nous voudrions connaître la feuille de route et les modalités de restitution de ce groupe de travail au niveau de l'administration. Avez-vous déjà des pistes d'amélioration ?

Pour les travaux sur le site rue Ledru, pourriez-vous nous faire un point. En effet, cela fait quelques jours que les machines sont silencieuses. Concernant le calendrier desdits travaux, avez-vous des dates plus précises que celles indiquées en juillet dernier ?

En question diverses, nous souhaiterions aborder la question du calendrier des instances de 2025 (peut-être faut-il revenir sur le regroupement des réunions dans un souci d'économies), et savoir si une date du GT DUERP est arrêtée.